DEPARTEMENT DES ARDENNES

COMMUNE DE VOUZIERS

AVENANT N°1

au contrat de Délégation du Service Public de l'Assainissement Collectif
entre la COMMUNE DE VOUZIERS et la société VEOLIA EAU -
COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

AVENANT N°1

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

d'une part,

La Commune de Vouziers, représentée par son Maire, Monsieur **Yann DUGARD** agissant en cette qualité au nom et pour le compte de ladite Collectivité, en vertu de la délibération du conseil communautaire du reçue en sous-préfecture le

ci-après dénommée "**la Collectivité**"

ET

d'autre part,

Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par Actions au capital de 2 207 287 340,98 Euros dont le siège social est à Paris – 21, rue de la Boétie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 572.025.526, représentée par **Monsieur Jean-Philippe LABRUNA**, Directeur de Territoire Champagne Ardenne, agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par le Conseil de Surveillance,

ci-après dénommée "**le Déléataire**",

IL A ÉTÉ EXPOSÉ

La commune de Vouziers a confié à la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux l'exploitation par délégation du service public d'assainissement collectif par un Contrat visé en sous-préfecture de Vouziers le 15 décembre 2014.

Sa date d'échéance actuelle est fixée au 31 décembre 2026.

Au cours de l'année 2020, un nouvel ouvrage a été intégré dans le périmètre initial de la délégation :

- Poste de relèvement Rue de l'Aisne

La Collectivité demande au Délégataire, qui accepte, d'exploiter ce nouvel ouvrage supplémentaire dans les conditions du présent Contrat.

La gestion de ce nouvel ouvrage entraîne, pour le Délégataire, des coûts d'exploitation supplémentaires par rapport à l'économie du Contrat telle qu'elle a été négociée par les parties à l'origine. Il convient de redéfinir la rémunération du Délégataire, conformément à l'article 51 du Contrat.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article R.3135-1 et R.3135-5 du Code de la Commande Publique il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – Exploitation de nouveaux ouvrages

A compter de l'entrée en vigueur du présent avenant, les ouvrages suivants sont intégrés au sein du périmètre du contrat et exploités dans les conditions du contrat de délégation de service public :

- Poste de relèvement Rue de l'Aisne

Le Délégataire prend en charge l'exploitation de ce nouvel ouvrage dans les conditions du contrat de délégation du service public d'assainissement.

Le Délégataire met à jour l'inventaire des installations (annexe 1).

ARTICLE 2 - Rémunération du Délégataire

A l'entrée en vigueur du présent avenant, la valeur de base de la Part Variable de la rémunération R du Délégataire, fixée à l'article 51.1 "Décomposition et tarif de base de la part du Délégataire", du contrat est supprimé et remplacé par la valeur suivante :

$$R_0 = 0,9925 \text{ € H.T. par m}^3$$

La part fixe n'est pas modifiée et le reste de l'article 51.1 n'est pas modifié.

ARTICLE 3 – Entrée en vigueur

Le présent avenant n°1 prendra effet au 01/01/2024 à la date de la réception par le Représentant de l'Etat dans le département de la délibération autorisant Monsieur le Maire à signer.

ARTICLE 4 - Dispositions antérieures

Toutes les autres dispositions du contrat non modifiées ou non supprimées par le présent avenant demeurent en vigueur.

ANNEXES

Sont annexés au présent avenant:

Annexe 1 - Inventaire du contrat mis à jour au 1^{er} Septembre 2023

Annexe 2 - Budget de l'avenant

Fait Vouziers, le

Pour la Collectivité
Le Maire de la Commune de
Vouziers

Pour le Délégué
Le Directeur de Territoire
Champagne Ardenne

Yann DUGARD

Jean-Philippe LABRUNA